

France: la Chine propose de "collaborer" à l'enquête sur la cyberattaque visant le Cned

Pékin (CHN), 13 avr. 2021 (AFP) -

Pointée du doigt, la Chine s'est déclarée mardi "disposée à collaborer" avec Paris pour enquêter sur les récentes cyberattaques ayant visé la plateforme "Ma classe à la maison" du Cned, organisme public français d'enseignement à distance.

Ces attaques ont été perpétrées depuis la Russie et la Chine, avait appris lundi l'AFP d'une source proche du dossier, laquelle soulignait toutefois que cela ne signifiait pas forcément que les auteurs étaient russes ou chinois.

Après l'annonce de la fermeture des établissements scolaires en France pour freiner l'épidémie de Covid-19, écoliers, collégiens et lycéens ont renoué mardi dernier avec les cours à distance pendant une semaine.

Mais comme cela avait été le cas en 2020, les sites des ENT (Espaces numériques de travail) et du Cned (Centre national d'enseignement à distance), utilisés par le ministère de l'Éducation nationale pour l'enseignement en ligne, ont été massivement perturbés dans plusieurs régions.

Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer avait évoqué dès le mardi 6 avril une "très forte attaque informatique venue de l'étranger", sans plus de précisions.

"La Chine s'oppose toujours à toute forme de cyberattaque", a réagi mardi un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, lors d'une conférence de presse.

"En retracer l'origine est quelque chose de très compliqué. Bien souvent, le pays (identifié comme la) source de l'attaque n'est pas le pays d'où a été lancée l'attaque", a-t-il souligné.

"Si les autorités françaises ont besoin de mener une enquête et fournissent les données nécessaires, la Chine est disposée, sur la base de l'égalité et du bénéfice mutuel, à coopérer afin de répondre conjointement à la menace posée par les pirates informatiques".

Face aux cyberattaques de la semaine dernière, le Cned avait évoqué des "actes délibérés de malveillance". Le parquet de Paris avait annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête.

Les ENT, gérés par les collectivités locales, ont par ailleurs été perturbés la semaine dernière dans plusieurs régions en raison d'un afflux de connexions, ce qui a valu au ministre de l'Éducation des critiques sur une préparation insuffisante de l'enseignement à distance.

ehl/bar/thm

Afp le 13 avr. 21 à 11 51.

